

CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE POUR LE STATIONNEMENT PAYANT DE VOIRIE

ENTRE,

La « **Commune de Grasse** », identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18, dont le siège est sis Place du Petit Puy – B.P. 12031 - 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal en date du 13 décembre 2017.

D'une part,

ET,

La Régie **des Parkings Grassois**, régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dont le siège est sis Hôtel de Ville - BP12069 - 06130 GRASSE - représentée par son Directeur, Cédric DIAZ, habilité à signer les présentes par une délibération du Conseil d'Administration.

D'autre part,

Préambule

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 a initié une réforme du stationnement payant sur voirie.

Son entrée en vigueur est programmée au 1^{er} janvier 2018.

Elle repose sur la dépenalisation de l'amende de police pour non-paiement du stationnement.

Ainsi, le stationnement payant sur voirie reposera désormais sur le principe de domanialité publique.

A ce titre, l'usager ne s'acquittera plus d'un droit de stationnement institué par le maire, mais d'une redevance d'utilisation du domaine public.

Il est offert, aux collectivités compétentes, la possibilité de confier la mission de délivrer ces avis de paiement mais aussi toute la chaîne de contrôle et la gestion des recours à un tiers.

A ce titre, la commune de Grasse souhaite confier cette mission, par convention dites « in house » à la Régie des Parkings Grassois.

La Cour de Justice de l'Union européenne a reconnu l'existence des contrats qualifiés également de contrats in house.

Ainsi, au terme de la jurisprudence, la mise en œuvre d'obligations de publicité et de mise en concurrence pour la conclusion de contrats entre un pouvoir adjudicateur et une entité qui, bien que dotée de la personnalité morale, constitue le prolongement administratif de celui-ci, n'est pas nécessaire.

L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics est venu confirmer la jurisprudence européenne.

Ainsi, le présent contrat n'a pas fait l'objet d'une procédure de mise en concurrence.

La présente convention annule et remplace la convention de gestion du stationnement payant de voirie conclue entre la commune de Grasse et la Régie des Parkings Grassois en date du 12 juillet 2016.

Il a été exposé, arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de confier à la Régie des Parkings Grassois le stationnement payant de voirie sur le territoire de la commune de Grasse.

ARTICLE 2 : DEFINITIONS DES MISSIONS

Ainsi la Régie des Parkings Grassois aura pour mission :

- La surveillance du paiement de la redevance
- La constatation du non-paiement de la redevance
- L'établissement et la notification des forfaits post stationnement
- La gestion des RAPO
- La gestion des relations avec les usagers
- La gestion de la relation avec l'ANTAI

2.1 La surveillance du paiement de la redevance

La Régie des Parkings Grassois aura pour mission la surveillance du paiement de la redevance. A cette fin, il incombera à la Régie des Parkings Grassois de constater le paiement de la redevance de stationnement par les usagers.

Les infractions relevant du système pénal à savoir le stationnement gênant, très gênant, interdit, abusif ou dangereux relèvent des missions de la police municipale, et par conséquence de la gestion directe de la commune.

2.2 La constatation du non-paiement de la redevance

La Régie des Parkings Grassois aura pour mission de constater le défaut ou l'insuffisance de paiement de la redevance de stationnement.

2.3 L'établissement et la notification des forfaits post stationnement

La Régie des Parkings Grassois sera missionnée pour établir et notifier à l'usager, en cas de défaut ou d'insuffisance de paiement, les forfaits post stationnement.

A ce titre, les agents de contrôles dûment assermentés seront équipés de PVE et d'imprimantes portables.

En cas de dépassement ou d'absence de paiement, l'agent devra saisir via le PVE un certain nombre d'informations pré paramétrées. Après validation, le PVE émettra automatiquement via l'imprimante le ticket de FPS, avec les mentions légales, qui sera apposé sur le pare-brise de la voiture concernée.

2.4 La gestion des RAPO

L'utilisateur qui souhaite contester un FPS doit introduire un recours administratif préalable obligatoire (RAPO).

La Régie des Parkings Grassois sera en charge de son examen.

A ce titre, elle devra établir chaque année un rapport d'exploitation annuel et présenté à l'organe délibérant ayant institué la redevance avant le 31 décembre de l'année suivante. Ce rapport contient un tableau détaillé du suivi statistique des contestations et précise les motifs de recours et les suites à donner.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION

3.1 personnel

La Régie des Parkings Grassois est tenue d'affecter au fonctionnement du service le personnel nécessaire en qualification et en nombre suffisant pour remplir sa mission.

Ainsi, la Régie des Parkings Grassois fera son affaire du recrutement, de la gestion, de l'assurance et de la rémunération du personnel nécessaires à l'accomplissement de la prestation réalisée pour le compte de la commune.

Le personnel employé devra être en situation régulière au regard de la loi et notamment du code du travail.

La Régie des Parkings Grassois est seul responsable de son personnel et devra veiller à tout moment à ce qu'aucun de ses agents ne puisse, par sa tenue ou son comportement, susciter la plainte justifiée d'utilisateurs.

3.2 organisation administrative

La Régie des Parkings Grassois fera son affaire de la gestion administrative liée à la réalisation de la prestation objet du contrat.

A ce titre, le personnel, les locaux, le matériel et les frais généraux inhérents aux missions confiées seront du ressort de la Régie des Parkings Grassois.

3.3 réalisations des investissements, entretien et maintenance

L'intégralité des investissements nécessaires au stationnement sur voirie seront réalisés et pris en charge par la commune de Grasse.

Ainsi, et sans que la liste soit exhaustive, la gestion du parc des horodateurs incluant l'achat, le renouvellement, l'entretien et la maintenance du matériel, les travaux de marquage au sol, la signalisation et les travaux de voirie relèveront exclusivement de la compétence de la commune.

3.4 tarification du stationnement

Il appartient au Maire de déterminer par arrêté les lieux, les jours et les heures où le stationnement est réglementé.

Les tarifs de stationnement payant seront fixés par délibération du conseil municipal.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une rémunération correspondant aux frais de personnel (salaires et charges) nécessaires à la réalisation de la prestation, majorés de 5 %. Cette majoration de 5% correspondra au montant des frais généraux forfaitisés (locaux, fluides, matériel, etc.). Le paiement interviendra semestriellement à terme échu sur production d'un état semestriel indiquant le détail de la masse salariale majorée de 5 %.

ARTICLE 5 : REPRISE DES BIENS ET SORT DES CONTRATS EN COURS

A compter de la signature de la présente convention, les biens nécessaires au stationnement payant sur voirie mis à disposition à la Régie par la commune seront repris par la commune de Grasse.

Il en est de même pour les biens acquis et installés par la Régie dans le cadre du précédent contrat.

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2018, la commune de Grasse reprend les biens qu'elle avait mis à la disposition de la Régie des Parkings Grassois, et de ce fait dispose à nouveau des droits et obligations s'y rattachant. Il en est de même pour les dettes afférentes auxdits biens.

Ces biens seront par conséquent intégrés dans le patrimoine communal pour leur valeur nette comptable.

Les contrats afférents auxdits biens seront exécutés par la commune de Grasse dans leurs conditions antérieures aux présentes et ce jusqu'à leur terme.

Les obligations financières nées desdits contrats seront prises en charge par la commune de Grasse.

Les biens et contrats attachés sont précisés en annexe n°1.

ARTICLE 6 : REPRISE DU CONTRAT DE PRET

Dans le cadre du précédent contrat, la Régie des parking Grassois a souscrit auprès du Crédit Agricole Provence Cote d'Azur un emprunt bancaire afin de financer le matériel nécessaire au stationnement payant sur voirie.

Les caractéristiques du contrat de prêt sont les suivantes :

N° de contrat : 00601274793

Montant emprunté : 155 000 euros

Durée du prêt : 72 mois

Taux : 0.64 taux fixe

Date de souscription : 7 janvier 2017

Dans le cadre du présent contrat, la commune de Grasse s'engage à reprendre, à compter de l'échéance du mois d'avril 2018, à son nom le contrat de prêt et ainsi en assumer jusqu'à son terme les obligations en découlant.

Ladite reprise sera formalisée par avenant au contrat de prêt.

La Ville de Grasse, remboursera à la Régie des Parkings Grassois de la somme de 6 588.29 € relative à l'échéance du 7 janvier 2018.

Le tableau d'amortissement est joint en annexe n°2

ARTICLE 7 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 3 années à compter du 1^{er} janvier 2018.
A l'échéance de la présente convention, une reconduction expresse pourra intervenir.

ARTICLE 8 : MODALITES DE SUIVI DE LA PRESTATION

Un suivi contradictoire régulier de l'application de la présente convention est assuré par un comité de suivi composé à parité de 2 représentants de la Régie des Parkings Grassois et de 2 représentants de la commune de Grasse.

Le comité de suivi a pour mission de :

- réaliser un bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention
- examiner les conditions financières de ladite convention ;
- le cas échéant, être force de proposition pour améliorer la prestation réalisée pour le compte de la commune de Grasse.

ARTICLE 9 : RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non-respect des engagements ou des clauses prévues dans cette convention deux mois (2) après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée en tout ou partie sans effet.

La présente convention pourra être résiliée à l'initiative de l'une ou l'autre partie, au terme de chaque année, moyennant le respect d'un préavis de six mois (6) notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Toute résiliation quel qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité.

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS

Toute modification des clauses de la présente convention fera l'objet d'un avenant dûment établi contradictoirement entre les parties.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant le Tribunal Administratif de Nice.